

ENTRÉE

GRATUIT

LIBRE

depuis 1986

Journal communautaire de Sherbrooke
FÉVRIER 2008 • Vol. 23 • No. 1 • 129^e numéro

Relais St-François et logement social (page 2)
Dossier international (page 4 à page 8)
Assurance-chômage : où est le ministre (page 9)
Le dernier Naomi Klein (page 8)

Développement et Paix

40 ans d'implication en Estrie

Par **Richard Beaucher** • Président de Développement et Paix

Comme le temps file rapidement quand on vise la justice sociale et que le quotidien est nourri de recherche de solidarité ! Déjà engagés dans la quarante-et-unième année, il n'est donc pas trop tôt pour nous rappeler un peu la petite histoire qui a été celle de Développement et Paix dans le milieu sherbrookois ! Célébrer ses quarante ans à la quarante-et-unième année, c'est peut-être un peu tard, mais c'est fêter sur du réel, du solide ! N'est-ce pas aussi une certaine assurance d'avenir puisque déjà alignés sur une nouvelle décennie vers nos 50 ans ! C'est donc une invitation à ceux et celles qui, comme toutes les personnes solidairement engagées dans le service à l'autre, sont conscientes que le temps leur échappe... tout en y trouvant des joies profondes.



3 300 MAISONS EN DEUX ANS ACEH, INDONÉSIE

Photo : Développement et Paix

Développement et Paix est né, en 1967, de la prise de conscience des liens étroits entre les pays et les nations et du besoin de relations équitables. C'était « Terre des Hommes » cette année-là ! N'était-ce pas une révélation de la « petitesse » de la Terre, une première manifestation du village global ? À la suite de la promulgation de l'encyclique *Le développement des peuples* de Paul VI qui attirait l'attention des chrétiens sur « la situation dramatique des pays pauvres, les différences intolérables entre les riches et les démunis, l'aspiration de tous au développement »¹.

Ses orientations

Pour Développement et Paix, parler de développement, c'est viser l'intégralité de la personne et de la société ; le développement véritable s'adresse à toutes les personnes et à toutes les

dimensions de la personne. La solidarité entre les nations Nord-Sud et la justice sociale animent l'organisme. Voilà essentiellement pourquoi l'action de Développement et Paix et ses projets s'orientent vers l'élimination des causes des disparités et des injustices, favorisant ainsi des relations harmonieuses entre les peuples.

Les évêques du Canada, conscients dès 1967, des grands défis qui déjà se percevaient dans le développement des pays du Sud et des liens étroits entre l'enrichissement des pays du Nord pendant qu'au Sud, on s'appauvissait, ont créé l'organisme. Les deux pôles de son action sont 1) l'éducation populaire au Nord 2) l'appui au Sud en vue de son développement intégral. Si le développement se fait selon les règles de la justice, s'installera la paix. Tel est le fondement de son action.

Ses réalisations

« Grâce à la générosité de la population canadienne et à l'engagement actif de ses milliers de membres, Développement et Paix a appuyé 15 000 projets en Afrique, en Amérique latine et en Asie, avec des contributions d'une valeur de 500 millions de dollars. Nous appuyons présentement 200 partenaires dans

28 pays sur ces trois continents. »² Les réalisations sont donc majeures (même si elles demeurent insuffisantes) et une telle contribution est le fruit de l'engagement de milliers de personnes, qui font de petites choses mais, dont la somme permet de combattre la misère et de réduire l'injustice. Un 40^e anniversaire, n'est-ce pas une belle occasion d'en prendre

davantage conscience, de célébrer et de refaire ses forces ! N'est-ce pas une occasion de renforcer les liens avec nos partenaires au Nord et avec des organismes animés de buts semblables et complémentaires !

¹ CARRIER, Hervé. Nouveau regard sur la doctrine sociale de l'Église. Cité du Vatican, 1990, p. 162.

² Tiré de la revue « 40 ans déjà! » 2007, p. 6.

La fête du 40^e est une invitation pour ceux et celles qui appuient la solidarité, une soirée de célébration et un souper-bénéfice à l'occasion du carême-de-partage.

SAMEDI 23 FÉVRIER

CENTRE COMMUNAUTAIRE JULIEN-DUCHARME, CHEMIN DUPLESSIS

COÛT : 25 \$ PAR PERSONNE (VIN D'HONNEUR INCLUS)

Déroulement : Vin d'honneur - repas - réflexion sur les défis que doivent surmonter les organismes humanitaires dans le contexte de la mondialisation de l'économie

Animation : Groupe Musique-à-bouches

Pour information et réservations, svp appeler au 819 565-9480 ou 819 822-3178

ou écrire à legrisan@sympatico.ca (Angèle Legris) ou m.beaucher@sympatico.ca



Carrefour de 
Solidarité
INTERNATIONALE

Ce numéro est rendu possible grâce à la collaboration du
CARREFOUR DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Fondé en 1974 et incorporé en 1976, le CSI est un regroupement d'organismes qui oeuvre pour la solidarité internationale, la justice sociale et le développement durable.

ÉDITORIAL

L'ancien Relais Saint-François

Pourquoi pas du logement social ?

La période des Fêtes est à peine terminée que déjà, nombre de locataires, à travers le Québec, auront à décider s'ils renouveleront leur bail ou pas. Devant la montée des coûts de location, la rareté des logements, particulièrement ceux à prix abordables ainsi que l'appauvrissement des ménages locatifs, force est de constater que déménager devient un pensez-y deux fois plutôt qu'une !

Fin de l'aide fédérale aux provinces

En 1994, le gouvernement fédéral a cessé de financer la construction de logements sociaux (HLM, coopératives, OSBL). Le Québec n'a conservé que le programme Accès-Logis pour aider à l'entretien des coopératives, programme dont le budget est insuffisant. Depuis, la situation au Québec n'a cessé de se détériorer. Pour remédier à la situation, les regroupements nationaux en défense de droits des locataires, revendiquent 50 000 unités sur une période de cinq ans. En fait, pour répondre aux besoins actuels, il faudrait réinvestir l'équivalent de 5000 à 10 000 logements sociaux par année.

Actuellement, au Québec, le nombre de logements sociaux se situe autour de 123 000, ce qui revient à environ un logement sur dix. C'est très peu par comparaison avec les pays européens où le logement social compte pour quatre logements locatifs sur dix. En 2004, lors de son 25^e anniversaire, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse recommandait « que le droit à un logement suffisant soit explicitement reconnu comme faisant partie du droit, garanti par l'article 45 de la Charte, à des mesures sociales et financières, susceptibles d'assurer un niveau de vie décent ». Il est difficile de comprendre le peu d'intérêt de la part de ces deux paliers de gouvernements face à ce besoin jugé essentiel.

Parlons logement à Sherbrooke

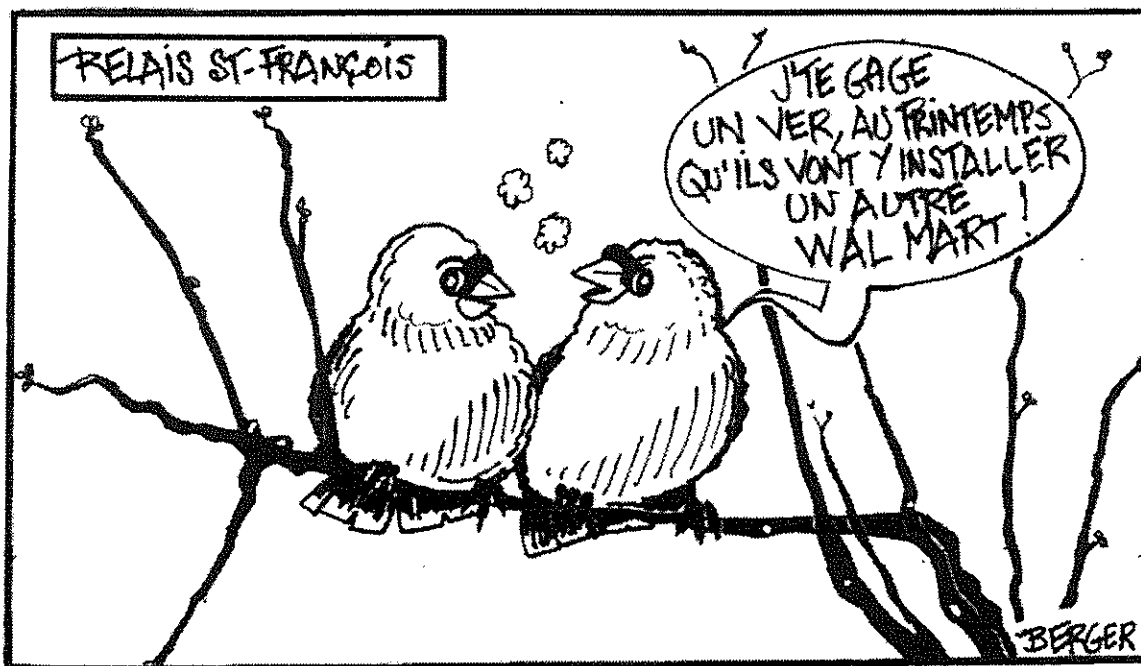
À Sherbrooke, la situation n'est guère plus réjouissante puisqu'elle se situe légèrement sous la moyenne provinciale avec un taux de 9 % de logements sociaux sur l'ensemble du parc de logements locatifs. Pour combler les besoins actuels, l'Association des locataires de Sherbrooke (ALS) revendique le double, soit 18 %. À court terme, un minimum de 300 unités sont réclamées, un chiffre plus que minimal compte tenu qu'il y a 20 % de personnes allouant plus de 50 % de leur revenu pour se loger. À l'heure actuelle, seulement de 20 à 30 unités par an sont consacrées au logement social. De ce nombre, on peut compter le projet des 24 unités en coopérative pour les grandes familles qui a pris trois ans à se réaliser.

Finalement, pourquoi pas l'ancien Relais

Entrée Libre appuie le projet d'achat de l'ancien Relais Saint-François afin de le rendre disponible pour des logements sociaux. Ce projet, parrainé par l'Association des locataires, a reçu l'appui du député fédéral Serge Cardin ainsi que de nombreux organismes communautaires. La solution est simple : que le gouvernement provincial donne son aval à l'achat de la bâtisse, estimée à 4 millions \$, pour un montant symbolique ou plus abordable. Qu'attend le député de Sherbrooke Jean Charest pour donner son appui ? Les besoins sont criants dans son comté et les partenaires, nécessaires à la réalisation du projet, sont trouvés !

La proximité des services, la grandeur du terrain et de l'emplacement auraient pour effet de favoriser l'établissement de famille. Le nombre de pièces et la taille des familles ne sont pas encore définis. Qu'importe ! Déjà, plusieurs attendent et espèrent. L'achat du Relais Saint-François permettrait une augmentation du nombre de logements décentes et accessibles dont ont tant besoin plusieurs personnes démunies parmi la population sherbrookoise. L'occasion est belle, il faut la saisir !

PAR L'ÉQUIPE DE RÉDACTION



Développement et environnement

Moratoire sur les grandes surfaces en ville

PAR THIERRY NOOTENS • COALITION SHERBROOKE MILIEU DE VIE

La Coalition Sherbrooke Milieu de Vie (CSMV) a récemment lancé sa campagne en faveur d'un moratoire sur l'implantation de magasins à grande surface sur le territoire sherbrookoise. Des dizaines de propriétaires de petits commerces ont accueilli favorablement la pétition.

Adopter un moratoire sur l'installation de nouveaux commerces à grande surface ne signifie pas l'arrêt du développement de notre ville. Le développement durable consiste à harmoniser entreprises, environnement et société. Or, au plan strictement commercial, Sherbrooke connaît un déséquilibre marqué, avec une offre commerciale sursaturée à 160 % (étude de la firme Géocom, année 2006).

La Ville persiste et signe

L'administration en place, théoriquement responsable du bien public, persiste à envisager d'autres développements du genre (près du CHUS), tout en étant au courant des effets de l'automobile démultipliés, de l'étalement urbain

du fait de sa situation périphérique, d'une entrave au maintien des aînés dans leur milieu de vie, de capitaux qui fuient la région, etc. Est-ce du développement que de faire fermer des commerces pour en ouvrir d'autres, de format géant cette fois-ci ?

Un moratoire, au contraire, permettrait d'œuvrer à équilibrer l'offre et la demande, et surtout, de mieux employer l'argent des contribuables engouffrés dans les infrastructures de ces projets inutiles (16 millions pour le seul plateau Saint-Joseph).

Pour toutes ces raisons, nous invitons les citoyennes et les citoyens à signer, en masse, la pétition, mise en ligne au www.milieudevie.com ou à en imprimer un exemplaire à partir de notre site, la faire signer



Comité commerce de la CSMV

« [...] les profits des commerçants locaux tendent à être réinvestis dans l'économie locale, contrairement aux commerces à grande surface, chez qui on observe un phénomène de fuite des capitaux vers les multiples intermédiaires de l'industrie et du marché ». (Texte tiré de la brochure du Comité commerce de la CSMV.)

par votre entourage ou par vos clients. Nous l'expédier d'ici la fin février 2008 à : CSMV, 615, rue Victoria, app. 1, Sherbrooke (Québec) J1H 3J4.

Ensemble, nous pouvons contribuer à changer les choses !

ENTRÉE LIBRE

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : (819) 821-2270
entree@aide-internet.org

Tirage : 9000

AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec

Équipe de rédaction

Yanick Bilodeau
Louise Daigle
Claude Dostie
Annie Forest
Carole Gascon
Normand Gilbert
Jessica Lemieux
Sonia Rouleau

Mise en page

Louise Daigle
Sonia Rouleau

Correction

Louise Daigle
Sonia Rouleau

Caricature

Pierre Berger

Collaboration

Richard Beaucher
Paul Cléche
Yanick Côté
CSMV
Kathleen Durand
Éléna Lewkowicz
Suzanne Labbé
Marie-Thérèse Lushina
Mélanie Mercier B.
Benoît Pilote
Denis Poudrier
Jérémy Roberge
Stagiaires QSF 2007

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Graphisme de la nouvelle maquette :
Graphiq Illustration

Distribution : Publi-Sac Estrie

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2008

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite
délimité par les rues Queen au nord,
Saint-Joseph au sud, Le Phare à
l'ouest et par la rivière St-François.

Distri/bution
Assoc/Imprimé
AVODA

Culture,
Communications et
Condition féminine
Québec

Rpm

OBJECTIF : TERRE

PAR SONIA ROULEAU

« Chaque personne est un livre, chaque rencontre est une histoire. » Angèle Séguin
Médiation et processus culturels, Université Laval, 26 octobre 2000

Dès le mois de mars prochain, le Théâtre des Petites Lanternes illuminera le grand public estrien lors de la présentation du spectacle *Ailes*, issu de la deuxième édition du projet TERRE. Ce projet unique, qui s'étale d'août 2007 à juin 2008, a pour but d'aider des femmes immigrantes dans leur intégration à la communauté sherbrookoise.

Le nom du projet n'a pas été choisi au hasard : T pour théâtre, E pour études, R pour réseaux, R pour ressources et E pour emploi. Par le biais de l'apprentissage de la langue française et avec l'aide de Angèle Séguin, auteure, metteuse en scène et directrice artistique du Théâtre des Petites Lanternes, 18 femmes, de huit pays différents et ayant entre 19 et 50 ans, mettront en scène leur expérience d'intégration dans la communauté sherbrookoise.

Pour Angèle Séguin, le théâtre, par sa multidisciplinarité, est un espace parfait pour ce type de projet qui permet de réunir à la fois les aspects culturels, économiques et communautaires de l'intégration. Selon son ex-

périence, l'intégration ne repose pas que sur l'apprentissage de la langue, mais bien plus sur le réseautage qui permet ici de « placer la création théâtrale au cœur d'un processus de francisation et d'intégration socio-professionnelle des femmes immigrantes. » Plusieurs intervenants de la communauté sherbrookoise se sont donc concertés, tels la ville de Sherbrooke, des institutions d'apprentissage et des gens provenant du milieu de l'intégration à l'emploi en plus des professionnels du milieu artistique.

Une seule scène pour plusieurs voix

La metteuse en scène des voix immigrantes a voulu que « ce

projet permette aux nouvelles arrivantes de s'exprimer, de s'approprier leur langue d'accueil ». Pour ce faire, elle a utilisé des textes étant tous issus de l'expérience personnelle de ces femmes. De par la multiplicité des expériences, des cultures d'origine et des perspectives, *Ailes* est un spectacle empruntant une structure non conventionnelle et plusieurs médiums pour donner la parole à ces 18 héroïnes.

Selon Angèle Séguin, « la création laisse place aux possibles, elle ouvre de nouveaux espaces » dans lesquels le réseau s'élargit à tout coup et la participante découvre des nouvelles ressources, en elle et autour d'elle. Après des mois de travail avec des pro-

fessionnels de la langue et des arts de la scène, leur processus de création terminé, l'apprentissage du français bien solidifié, leur réseau créé et leurs ressources développées, ces nouvelles Sherbrookoises seront dans la dernière étape de leur intégration : la recherche d'emploi. La formule de stage en en-

Séguin considère que le projet TERRE aide ces femmes à s'intégrer, mais qu'il vient aussi en aide au milieu sherbrookoise en créant une nouvelle table à laquelle des intervenants gouvernementaux, artistiques et académiques, peuvent enfin travailler ensemble dans la même direction. C'est donc en juin que



Photo : Angèle Séguin

Les actrices lors de la générale, le lundi 14 janvier dernier

treprise leur permettra alors une adaptation en douceur dans leur nouveau milieu.

Positif pour le milieu

Pour l'artiste, ce projet devait être résolument « ancré dans la réalité du milieu » pour pouvoir être efficace et faciliter la prise de parole des femmes immigrantes et leur intégration dans le milieu de l'emploi. Angèle

l'objectif final des stages en milieu de travail sera en vue pour les participantes.

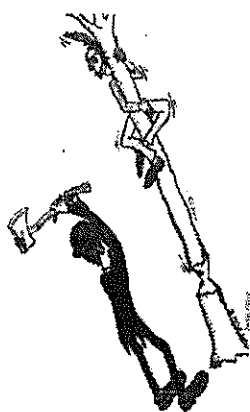
Pour le public sherbrookoise, *Ailes* sera l'occasion pour apprendre à mieux connaître nos nouvelles voisines ! Procurez-vous des billets pour les représentations des 19 et 20 mars prochain, en réservant auprès du Théâtre des petites Lanternes, au 819 346-4040.

Données sur la population autochtone sur le territoire sherbrookoise

Ces données, de Statistique Canada, ont été compilées à partir du recensement de 2006 et les hausses sont comparables aux données recueillies lors du recensement de 2001.

Données sur la région métropolitaine

- A) Population en général : 1145 citoyens (hausse de 227 %)
- Indiens de l'Amérique du Nord : 630 personnes (hausse de 260 %);
 - Métis : 370 personnes (hausse de 174 %);
 - Inuit : 15 personnes (hausse de 50 %);
 - Sexe : 570 hommes et 575 femmes;
 - Âge médian : 43,8 ans (moyenne québécoise de 31,1 ans).
- B) Sur 1015 autochtones de 15 ans et plus
- 205 vivent en union libre;
 - 465 sont des célibataires;
 - 280 sont légalement mariés;
 - 20 sont séparés mais toujours légalement mariés;
 - 205 sont divorcés;
 - 35 sont veufs.
- C) Langue
- 15 personnes ont une connaissance des langues autochtones;
 - 20 personnes ne parlent que l'anglais;
 - 520 personnes ont une connaissance du français seulement;
 - 503 personnes ont une connaissance du français et de l'anglais seulement;
 - 55 personnes ont une connaissance d'autres langues.
- D) Résidence
- 960 autochtones habitaient la même adresse un an auparavant;
 - 115 autochtones ont changé d'adresse un an auparavant.



Dessin : *Rebelles*, Vol. 9, N° 2, 1998

Source : *La Tribune*, 16 janvier 2008, Actualités /7

À qui fera mal la hausse de tarifs de la STS ?

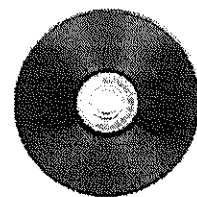
Ce n'est pas aux plus pauvres de soutenir les politiques « d'entreprise » de la STS ! Le transport en commun est un service public qui joue un rôle social et économique en favorisant la décongestion, l'accès aux emplois et même la création d'emplois.

AUGMENTATION DES TARIFS INDIVIDUELS			
	2007	2008	%
Régulier au comptant	3,00 \$	3,10 \$	3,33
Laissez-passer familial et transférable	68,00 \$	69,00 \$	1,47
Laissez-passer régulier	57,00 \$	58,00 \$	1,75
Laissez-passer réduit	45,00 \$	46,00 \$	2,22
Laissez-passer familial et individuel 1 Jour	8,00 \$	8,50 \$	6,25
Jeton	2,85 \$	3,00 \$	5,26

Source : *Le Ruta vous informe*, Vol. 140, janvier 2008

RÉCUPÉRATION CD OU DVD

L'Association de spina-bifida et d'hydrocéphalie de l'Estrie est à la recherche de CD / DVD usagés pour des ateliers de peinture.



Vous pouvez les apporter au :

- 928, rue Fédéral ou
- à l'Association du Syndrome de Down de l'Estrie au 836, rue St-Charles.

Pour informations,

contactez Aline Nault au 819 822-3772.



MÉDIA

Le Mouton noir en péril

Depuis 2006, la chaîne de télévision généraliste TQS lutte pour sa survie. Malgré un classement au deuxième rang des cotes d'écoute pour son bulletin d'information animé par Jean-Luc Mongrain, les dettes s'accumulent et se chiffrent à près de 69 millions de dollars. En octobre dernier, la chaîne supprimait une quarantaine de postes afin de réduire ses frais d'exploitation et entamait un processus de vente. Aujourd'hui, TQS se voit dans l'obligation de se placer sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (C-36).

En date du 7 janvier 2008, TQS était toujours détenue par Cogeco (60 %) et CTVglobemedia (40 %). Dans son mandat de lui trouver un acheteur, CIBC World Markets a contacté une trentaine d'acquéreurs potentiels. Selon certaines sources, cinq acheteurs ont manifesté de l'intérêt, soit Corus, Rogers, Radio-Nord Communications, Transcontinental et la Caisse de dépôt et placement du Québec. Cependant, aucune lettre d'intention n'a été déposée avant la date limite fixée. Malgré tout, TQS demeure optimiste. Les dispositions de la Loi C-36 lui permettent de devenir insolvable, ce qui se traduit par une offre plutôt alléchante pour un potentiel acquéreur puisque la valeur du capital-action est de 1 \$ symbolique. Pour la direction de TQS, la vente demeure la meilleure option, même s'il pourrait en découler un changement d'orientation, des suppressions d'emplois, ou une hausse de la convergence.

Pourquoi ces déboires financiers ?

La direction de TQS justifie les déboires financiers de la chaîne par les causes externes suivantes : les redevances d'abonnement au câble octroyées aux chaînes spécialisées par le CRTC, mais dont les chaînes généralistes sont privées, l'érosion des revenus publicitaires causée par l'émergence des nouveaux médias, les frais engendrés par le virage numérique imposé par le CRTC pour 2011 et le rôle d'acteur commercial joué par la chaîne Radio-Canada avec son projet de désaffiliation de TQS dans certaines régions du Québec, dont Sherbrooke, prévue pour 2009.

L'avenir de la télévision généraliste

Le Collectif Régional d'Éducation sur les Médias d'Information (CRÉMI) se questionne quant à l'avenir de TQS et plus globalement, des chaînes généralistes. Le CRTC devrait-il concentrer la distribution des ressources dans un seul secteur (chaînes spécialisées) ou assurer une redistribution égale parmi toutes les chaînes ? Avec l'émergence des nouveaux médias, la télévision généraliste a-t-elle toujours sa place ? Le CRTC devrait-il s'efforcer de mieux baliser les distributeurs de chaînes spécialisées, en les obligeant, par exemple, à avoir un minimum de chaînes québécoises et un minimum de contenu local et régional, plutôt que de se contenter de défendre l'existence des chaînes généralistes ? La disparition de la télévision généraliste aurait-elle pour effet d'augmenter la concentration des médias ? Tant de questions en suspens qui, espérons-le, sauront trouver réponse dans le cadre des audiences publiques du CRTC sur le Fonds canadien de télévision prévu en février 2008. Dans ce contexte, la lutte pour la survie de TQS est-elle encore nécessaire malgré les pertes d'emploi à venir et la fermeture définitive de la chaîne québécoise ?

Sources : *La Tribune* et *La Presse*, novembre et décembre 2007

PAR ANNIE FOREST • CRÉMI



Collectif Régional d'Éducation
sur les Médias d'Information

Visitez notre site web
www.aide-internet.org/cremi

Pour information : 346-0101

En République dominicaine

Les pieds dans le sable, la conscience tranquille

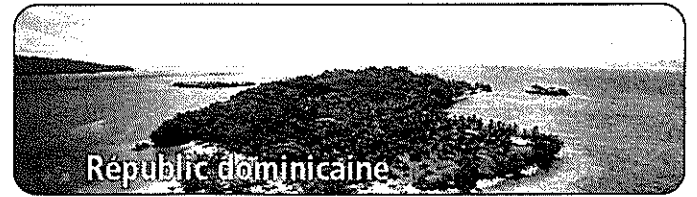
PAR LES STAGIAIRES DE QUÉBEC SANS FRONTIÈRES 2007

C'est à la suite d'un stage Québec sans frontières (QSF) d'initiation à la coopération internationale vécu par neuf stagiaires qu'est ressortie cette réflexion : avoir les pieds dans le sable avec la conscience bien tranquille.

En fait, cette expérience de dix semaines au sein de deux communautés rurales nous a permis de connaître un des vrais visages de la République dominicaine. Lors de quelques autres visites du pays, nous avons pu percevoir ce que cherchent la plupart des touristes lorsqu'ils y séjournent : les plages très belles, bondées de touristes qui demeurent dans des hôtels offrant des forfaits tout inclus.

Le tourisme raporte... aux autres

Nous avons également appris que seulement 20 à 30 % de l'argent déboursé par les touristes chaque année peut être réinvesti dans l'économie locale, car tout le reste de l'argent amassé retourne aux mains des investisseurs étrangers. En effet, la majorité des hôtels près des plages de ce pays leur ap-



Ah ! Les plages de la République...

Photo : Site Internet

partiennent. Par contre, le tourisme est une des activités économiques les plus importantes du pays et pourrait contribuer à améliorer la condition de vie des gens en soutenant les services publics et en restaurant, entre autres, un meilleur système scolaire.

Il s'agit d'un problème complexe auquel nous proposons une solution toute simple. Au lieu de réserver l'un des forfaits les plus populaires, il suffit de choisir un forfait dans un hôtel local et d'aller manger dans des restaurants dominicains. En fait, il faut simplement encourager l'économie locale. « Pas

si simple de trouver des adresses sûres » penseront certains, mais nous vous proposons dans la partie sur le tourisme durable de notre micro site, quelques sites Internet qui vous informeront et vous surprendront peut-être. Écotoursonline - Echo way - Amerik Adventure, Le coin de rafale, entre autres. Il s'agit d'une industrie du tourisme de plus en plus développée, surtout en Europe, mais tout aussi équitable et fiable, ici, au Québec.

Pour visiter notre micro site Tourisme en République dominicaine, allez sur le site du CSI au www.csisher.com

Simulation de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies

Journalistes en herbe

PAR KATHLEEN DURAND

Le Carrefour de solidarité internationale organise la 10^e simulation de l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui aura pour thème « La terre à bout de ressources : contrôlons l'exploitation minière et forestière ». En fait, saviez-vous que 60 % des industries minières dans le monde entier sont enregistrées au Canada ! Comme quoi le thème de cette année est très pertinent pour nos jeunes.

La simulation se déroulera le 22 février prochain à l'école secondaire de Bromptonville. Celle-ci sera réalisée grâce à la participation de jeunes provenant de diverses écoles secondaires de l'Estrie qui sont pré-occupés par le monde entier.

« Cette activité sert particulièrement à sensibiliser les jeunes sur tout ce qui se passe ailleurs sur notre planète. Chaque équipe de deux jeunes représentera un pays et devra discuter avec les diplomates de tous les autres pays, pour savoir



si la communauté internationale peut ou doit prendre des mesures contraignantes soit pour limiter le commerce du bois, soit sur la nécessité d'instaurer un mécanisme de surveillance permanent, à l'échelle internationale, et de limiter le commerce des ressources naturelles et ses impacts négatifs sur les populations. »¹ C'est un gros débat qui conscientise toute personne y participant. En plus, des jeunes seront présents pour faire un compte rendu de la journée. Ceux-ci pourront être accompagnés de journalistes professionnels provenant des médias écrits, télévisuels et radiophoniques. Une journée bien excitante dont tous se souviendront certainement.

¹CHAÎNEY, Vicky. *Guide de préparation du Délégué 2007-2008*, p. 42-43.



187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 566-2727
Télécopieur : (819) 566-2664
Courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir



Des projets outre-mer durables

PAR MÉLANIE MERCIER B. • Agente de communication au CSI

Les projets outre-mer du Carrefour de solidarité internationale (CSI) touchent les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. Ils visent particulièrement les communautés des zones rurales ou des milieux urbains défavorisés et sont réalisés par une organisation partenaire locale.

Le CSI soutient des actions qui permettent à une organisation, à une communauté ou à un groupe d'acquérir des aptitudes et des compétences assurant la continuité des projets. En ce sens, les appuis du CSI vont au-delà des investissements matériels. Ils s'inscrivent dans une perspective de développement communautaire durable. Ses projets outre-mer se font, prioritairement, au Pérou, au Mali, en République dominicaine, au Nicaragua et en



Haïti. Le CSI peut également appuyer financièrement des groupes québécois qui désirent réaliser des projets de développement dans le Sud.

Nicaragua : sécurité alimentaire, jeunes et formations avec la collaboration de l'Instituto de romocion humana de Somoto (INPRHU Somoto)

Les actions de l'INPRHU-Somoto appuyées par le CSI, touchent principalement à la sécurité alimentaire et à la formation. Dans les communautés autochtones de la région, des projets de production agricole diversifiée ont été entrepris. Ce sont des projets intégrés qui s'adressent aux familles d'agriculteurs. Ils reçoivent de la formation, des intrants agricoles sous forme de fonds rotatifs, bénéficient d'un système de captage d'eau pour leurs productions agricoles et marai-

chères. Ils entreprennent aussi la culture biologique de fruits et de légumes ainsi que l'élevage d'animaux (lapins, porcs) dans l'environnement direct de leurs résidences. En plus d'améliorer de manière significative leur nutrition, cela leur permet également de dégager de petits revenus sur les marchés locaux.

Les jeunes sont une préoccupation majeure de l'INPRHU. Aussi, en complémentarité aux programmes nationaux d'édu-

cation fondamentale, l'INPRHU assure une formation technique à différents niveaux pour les jeunes de la région.

Cela leur permet de développer des habiletés et un attachement à leurs terres, en plus d'en faire des jeunes engagés dans la survie de leurs communautés. Cela leur permet également de développer davantage la production agricole familiale, améliorant ainsi les conditions de vie de ces communautés rurales.

République dominicaine : Santé et agro-écologie, avec la collaboration du Centro de planificacion y accion ecumenica (CEPAE)

Les actions en santé visent à former des comités santé dans les communautés ainsi que des agentes sur différents thèmes reliés à la santé préventive afin qu'elles puissent reproduire ces actions ; à faire des campagnes massives de vaccination, de déparasitations, de détection de cancers gynécologiques, entre autres, dans les zones concernées. Enfin, en collaboration avec le Secrétariat de santé publique de la République dominicaine, ces actions visent à assurer des consultations médicales dans les centres de santé locaux en médecine générale, pédiatrie et gynécologie.



Photo : CSI

Projet Santé et électrification avec la collaboration du CEPAE

pratiques de culture plus diversifiées et plus respectueuses de l'environnement. Plusieurs actions, telles la mise sur pied de parcelles agroforestières, l'implantation de jardins com-

munitaires, des cours de formation, la production de compost, l'installation de latrines et le reboisement font partie de ce secteur d'activités.

L'agro-écologie

Au niveau de l'agro-écologie, les actions visent à former des agriculteurs sur de nouvelles

Mali : Sécurité alimentaire, commerce équitable, alphabétisation, gouvernance : renforcement des structures et des compétences avec la collaboration de l'Association Kilabo

Voir texte en page 6

Haïti : Éducation, reboisement et culture biologique avec la collaboration de Caritas et de Vision citadelle

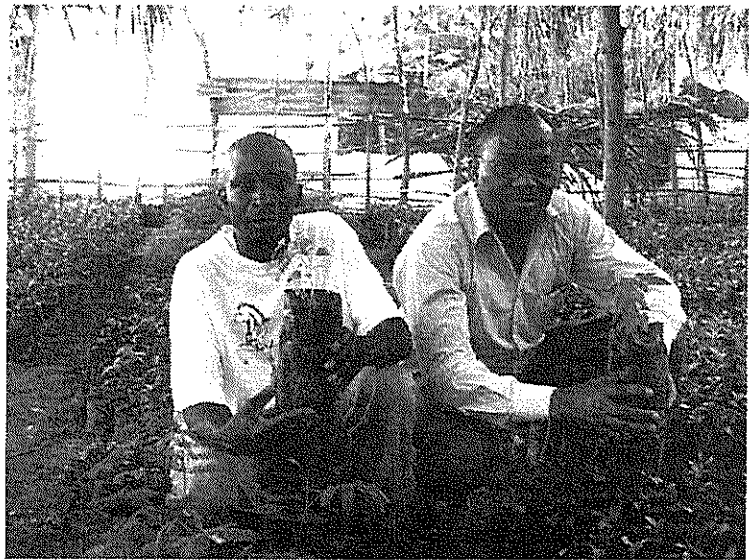


Photo : CSI

Projet de reboisement en Haïti

Dans la région de Gros-Morne, notre partenaire, CARITAS paroissial, mène plusieurs actions au plan de l'éducation primaire, de la formation technique des jeunes pour l'apprentissage des métiers et de la formation du personnel enseignant.

Par ailleurs, le CSI soutient aussi des actions visant la protection de l'environnement, le développement des infrastructures pour l'éducation, notamment, la construction des écoles. Toutes

ces actions sont menées dans le but de sortir les jeunes de leurs conditions précaires.

Par ailleurs, un projet de reboisement et de production de fruits biologiques aux Verrettes est en démarrage. Soutenu par l'Association canadienne de développement international (ACDI), ce projet est une excellente initiative de collaboration entre le CSI et Vision citadelle, une organisation de la diaspora haïtienne.

Pérou : Santé, démocratie et participation citoyenne avec la collaboration d'Ayni Desarrollo dans le district de Coma

En ce qui concerne la santé, c'est plus spécifiquement sur la santé sexuelle et reproductive, sur la nutrition et sur la santé des femmes que travaille Ayni Desarrollo. Avec des groupes de jeunes et de femmes du district de Coma, elle travaille à renforcer leurs capacités et leurs connaissances sur ces sujets. Ces groupes sont dès lors en charge de diffuser les connaissances apprises auprès de leurs pairs par des causeries éducatives, des foires en santé, des marches de sensibilisation et tout autre moyen qu'ils auront identifié.

Réseau populaire de santé

En collaboration avec le Réseau populaire de santé de Collique et d'autres ONG, des services

d'orientation et de support sur la violence conjugale et la santé sexuelle sont offerts au Centre communautaire de services sociaux de Comas (Collaboration CSI/Groupe de collaboration internationale en ingénierie de l'Université de Sherbrooke/Ayni Desarrollo).

En concertation avec huit autres ONG de Comas, Ayni Desarrollo renforce les capacités des groupes de femmes et de jeunes siégeant sur trois tables de concertation municipales (Égalité entre les sexes, Jeunesse, Santé/Environnement) afin qu'ils soient capables de jouer un rôle d'influence dans les processus de développement local tels le budget participatif annuel et le Plan de développement municipal.



Des bancs d'école à la brousse malienne

PAR JÉRÉMIE ROBERGE

C'était le 1^{er} février 2007. Dans l'hiver retardataire, un groupe, composé de neuf stagiaires étudiants de l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke et d'une accompagnatrice, quitte le Québec pour effectuer un stage de 90 jours au Mali. Ce stage nous a été offert dans le cadre d'un partenariat entre notre département, le Carrefour de solidarité internationale et l'Association Kilabo, notre partenaire malien.

Fondée en 1984, Kilabo travaille au développement du monde rural. L'organisation non gouvernementale le fait par des actions et des formations sur la bonne gouvernance, l'éducation, les activités génératrices de revenus, etc. Elle aide les populations à prendre en main le développement de leurs villages et de leurs communes respectives (division administrative du territoire malien).

Comment s'exprime le développement local

Les expériences de coopération internationale offertes aux jeunes Canadiens sont vastes et diversifiées. L'expérience interculturelle et humaine s'est, dans notre cas, insérée dans la réalisation de notre cursus universitaire. Afin de mieux vivre cette expérience, nous avons bénéficié de formations sur le travail à l'étranger et sur les réalités interculturelles. Pour plusieurs, la coopération inter-

nationale est souvent associée à l'aide humanitaire. Cependant, notre stage a consisté en l'étude de l'articulation du développement local auprès de la population malienne.

Juste avant le départ, nous étions fin prêts à vivre notre expérience, à la fois individuellement et collectivement. Mais comme chaque expérience est unique, nous ne savions pas réellement dans quoi nous allions nous embarquer et, surtout, nous ne connaissions pas encore la beauté de ce que nous allions vivre.

Le premier volet de notre mandat visait l'analyse des organisations non gouvernementales de la société civile malienne et des institutions de la République. S'effectuant à Bamako, cette analyse a mené à des recommandations pour l'Association Kilabo, ce qui pourra lui ouvrir plusieurs possibilités sur l'utilisation de son expertise en développement local auprès des populations du monde rural afin d'influencer les politiques

nationales. Autrement dit, il s'agissait de comprendre comment Kilabo pouvait participer au processus d'élaboration des lois maliennes pour qu'elles soient mieux adaptées aux réalités quotidiennes des populations des zones rurales.

Le deuxième volet de notre travail sur le terrain visait l'analyse des interactions entre les acteurs civils et étatiques au sein d'une commune. En travaillant avec les populations en brousse, nous avons posé un diagnostic sur l'appropriation et l'utilisation des structures démocratiques en place au sein des communes depuis l'application de la Loi sur la décentralisation dans les années 1990. Nous avons aussi observé le niveau de connaissance qu'ont les populations de leur système politique. En outre, il s'agissait de travailler à mettre en place différents moyens pour augmenter la participation citoyenne aux processus de développement communaux de l'État.



Photo : Jérémie Roberge

De jeunes Maliens tout sourire...

Le partage culturel

Les acquis de ce stage sont nombreux. Si nous avons quitté notre zone de confort les papillons au ventre, excité par l'inconnu, l'Afrique, ses mystères, sa culture et ses traditions, il nous a été donné la chance de vivre une expérience interculturelle, mais également professionnelle et humaine. Il n'y a pas de mots pour décrire l'intensité des sentiments et des émotions reliés au partage entre la culture malienne et la culture québécoise. La concrétisation de notre mandat nous aura permis d'acquiescer un maximum d'expérience.

Par exemple, dans l'un des villages fréquentés, nous avons payé des cours d'alphabétisation de quatre mois à une association de femmes. Les femmes de ce village ont donc pu apprendre à lire et écrire. Quant à l'expérience humaine, elle s'est vécue par la connaissance de soi. Certains affirment que les voyages transforment. C'est discutable. Il m'apparaît maintenant que ce n'est pas une transformation qui se lit sur le visage des stagiaires. Ils reviennent plutôt grandis, prêts à poser un regard nouveau sur leur participation à la construction d'un monde en pleine effervescence.

Question de développement

Y a-t-il un consensus de la communauté internationale ?

PAR PAUL CLICHE • Directeur adjoint au Service des programmes internationaux de Développement et Paix

Que penser du prétendu « consensus de la communauté internationale » sur le développement ? Je l'examinerai du point de vue de la solidarité avec les populations pauvres, qui est le point de vue de l'organisme pour lequel je travaille, Développement et Paix.

Où s'exprime ce consensus ? On le trouve dans la Déclaration du Millénaire, les Objectifs du Millénaire pour le développement, la Déclaration de Paris, les Lignes directrices de l'OCDE (Organisation de coopération de développement économique) sur la gestion de l'aide, les Cadres stratégiques de réduction de la pauvreté, et aussi, les pratiques des institutions de développement et de coopération internationale. Dans cette approche, on peut identifier des points positifs surtout lorsqu'ils sont replacés

dans notre perspective : l'égalité entre les hommes et les femmes, le renforcement des pays du Sud, la « prise en charge » par les pays du Sud, le déliement de l'aide, la participation de la société civile, l'importance accordée à la lutte contre la pauvreté, la gestion par résultats plutôt que par activités, et l'accent sur la reddition de comptes.

Menaces : lutte contre la pauvreté

Le fameux « consensus » opère une réduction du problème et

du débat. Réduction du problème d'abord. La pauvreté se trouve réduite à ceux et celles gagnant moins d'un dollar US par jour. La question de l'appauvrissement généralisé est évacuée.



La lutte contre la pauvreté est réduite à éliminer de moitié l'extrême pauvreté entre maintenant et 2015. Le problème est réduit aux pauvres, c'est-à-dire, présenté comme étant le problème des pauvres. On exclut le rapport (l'écart) entre les riches et les pauvres. On exclut les mécanismes d'appauvrissement des uns et d'accumulation des richesses

des autres. On se trouve ainsi à évacuer la question de la redistribution collective et individuelle des richesses. [...]

On vise à concentrer l'aide dans un nombre restreint de pays – 25 pour ce qui est du Canada – choisis principalement en fonction de l'indice de pauvreté extrême. On ne prend pas en compte les inégalités. Souvent on exclut par le fait même les pays où on rencontre les acteurs les plus forts de la société civile, capables de changer « l'ordre des choses », comme par exemple le Brésil. [...]

Menaces dans la stratégie globale de sécurité

Depuis le 11 septembre 2001, on est obsédé par la sécurité,

qui est maintenant devenue la priorité numéro un et qui entraîne la militarisation de l'aide, l'imposition de limites sévères aux droits des citoyens en particulier par les lois contre le terrorisme. Même la lutte contre la pauvreté et les stratégies de développement mises en œuvre peuvent être envisagées dans une perspective sécuritaire. Dans cette logique, si l'on doit diminuer la pauvreté, ce serait pour alléger les pressions sociales sans remettre en cause les profondes inégalités et leurs causes. Je vois tout de même quelques lueurs d'espoir surgir des pratiques des OSC et de mutations sociales qui se produisent au Sud.

Source : Texte tiré des États généraux sur la coopération et la solidarité internationale, novembre 2006



Modèle imparfait ; modèle unique ?

PAR BENOÎT PILOTTE • EN DIRECT DU PÉROU

Le taux d'approbation des citoyens envers leur gouvernement peut influencer ce dernier dans ses décisions. Un taux trop bas peut mettre en péril sa réélection et souvent les tirs doivent être corrigés. Ainsi, en septembre dernier, la firme Léger Marketing publiait les données suivantes, mesurant le taux d'approbation de la population québécoise envers ses principaux chefs politiques : Mario Dumont 68 %, Pauline Marois 60 %, Jean Charest 37 %. Ce dernier a donc dû travailler durant les derniers mois à « rafraîchir » son image. Qu'en est-il si ce pourcentage tombe dans un véritable bas fond ? Pis encore, qu'en est-il lorsque tout le système est remis en question ?

Au Pérou, la réalité est préoccupante. Les chiffres portant sur l'approbation des Péruviens, non pas tant envers leur président qu'envers le concept même de la « démocratie », sont alarmants. Un très mince 17 % de la population se dit « favorable » à la démocratie. Le calcul inverse est simple, 83 % de la population est insatisfaite ou ne croit pas en ce modèle politique. Le Pérou se situe ainsi donc à l'avant dernier rang de tous les pays latinos sur cette question. D'autres chiffres laissent place à l'inquiétude : plus de la moitié des Péruviens n'a pas confiance en la police et 85 % ne croit pas au système judiciaire. Avec de telles données, il n'est pas farfelu d'être inquiet de la stabilité du pays.

Historiquement, le pays a connu les régimes militaires dans les années 1960 et 1970. Puis, sur-

vint un fiasco économique à la fin des années 1980, avec alors aux commandes Garcia, un président élu démocratiquement. Portrait du fiasco : un taux d'inflation qui atteint 7650 % en 1990 ! Fujimori reprend les rênes du pays. Considéré comme dictateur, il est actuellement en procès pour crimes contre l'humanité. Le retour à la démocratie amène l'impopulaire Toledo en 2001, puis Garcia est de nouveau à la tête du pays depuis près d'un an.

L'adhésion à un modèle politique : une culture empirique

Le Pérou est un pays en voie de développement. La première préoccupation d'une population en voie de développement est de survivre. « Avant d'invoquer des valeurs, de défendre des

libertés et d'exercer sa citoyenneté, la population veut du travail, et de l'ordre »¹. Telle est la réalité. Et si le Pérou se trouve 20 % sous la moyenne des pays latinos en terme d'adhésion à la démocratie, c'est que pour ce pays, d'autres modèles l'ont davantage servi.

Fujimori est bel et bien en procès pour crimes contre l'humanité. Mais pour une frange importante de Péruviens, la dictature de Fujimori a donné au Pérou des routes asphaltées, de l'eau potable et courante dans les zones défavorisées, une bonification substantielle du système d'éducation et – d'une manière légitimement contestable et contestée – a mis fin à des années de guerres internes en dérouterant le Sentier Lumineux. La question est d'actualité au Pérou : le système démocratique tel que vécu dans la réalité quoti-



Photo : Benoît Pilotte

Vigile policière devant la Place d'Armes (Plaza de Armas) à Lima, capitale du Pérou.

dienne prévaut-il sur un régime autocratique qui améliore les conditions économiques des classes pauvres et moyennes ?

La solution doit passer par les fondements de la démocratie

Le monde entier peut poser un regard sur la situation du Pérou depuis l'extradition de Fujimori du Chili, où il était incarcéré, et sur le début de son procès, mais le pronostic doit être émis avec circonspection, car la situation est complexe. Le fonctionnement précaire de la démocratie péruvienne est à la base de son impopularité. Les

institutions étatiques, dont le rôle est de promouvoir et défendre le système, sont corrompues. Sous cette bannière, les Péruviens ne se sentent aucunement représentés. C'est alors qu'un travail incessant doit être mis en place, afin de rapprocher le politique de l'essence même de la démocratie : justice et liberté, représentation et égalité. L'appropriation du politique par les citoyens est un travail qui dépasse les frontières péruviennes et est une préoccupation tout aussi de mise au Québec...

¹ Fernando de la Flor A, *Le Monde diplomatique edición peruana*, décembre 2007, p.10

Le Kenya

Centre de sélection des migrants !

PAR MARIE-THÉRÈSE LUSHIMA • Femmes Solidarité De Sherbrooke

Que les médias ne taisent pas le drame du Kenya pendant toute la durée des tensions dans ce coin du monde ! Témoin oculaire de ce qu'on appela « le génocide rwandais », j'interpelle les médias.

Ce qui arrive au Kenya ne devrait pas nous laisser indifférents. En effet, beaucoup de réfugiés sherbrookoïses ont été sélectionnés à Nairobi, la capitale du pays. Il s'agit, pour la majorité, de gens originaires du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo, du Soudan, de l'Éthiopie, de la Somalie, tous pays limitrophes du Kenya.

Le devoir d'informer

Il nous appartient, nous, les témoins oculaires de notre histoire passée, mais récente, d'apporter la lumière sur ce qui se passe là-bas. Souvent, la population

ne connaît pas où se trouve le Kenya et encore moins, son histoire. Elle sait tout simplement que c'est un pays africain.

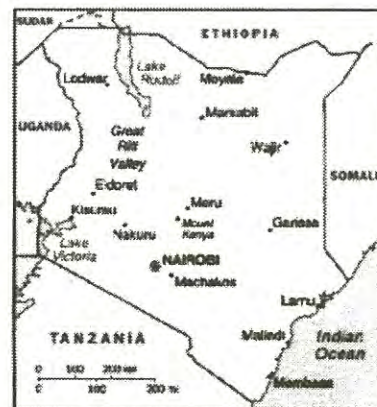
Trois Kenyans sur quatre vivent sous le seuil de la pauvreté. Si pour se procurer quelques biens, il faut se débarrasser du voisin qui occupe indûment ou non des terres ou d'autres biens, qu'est ce que la population s'empêcherait de faire, surtout quand il y a un désordre et qu'il n'y a plus d'autorité ? Voici en partie ce qui explique pourquoi les citoyens qui vivaient dans la misère, se retrouvent, à la suite des dernières élections, victimes ou acteurs de ces horreurs médiatisées.

Nairobi occupe une situation stratégique dans cette partie d'Afrique de l'Est et est devenue une terre d'asile pour des milliers voir des millions de voisins. Ces voisins viennent renforcer la misère des bidonvilles kenyans. Pensez-vous que ces réfugiés sont bien vus par tous les habitants du pays d'accueil ?

Le journalisme au Kenya, comme ailleurs en Afrique, devient de plus en plus une profession à risque. Cette forme d'intimidation maintient la non dénonciation des violences, des injustices et de la corruption subies par la population.

Les sous-venirs et les sur-venirs

Pendant qu'à Sherbrooke, nous jouissons de la paix et de la liberté, nos enfants et nos parents, réfugiés à Nairobi, vivent des moments d'horreur. Cette souffrance que nous connaissons trop bien, fait renaître en nous un vécu pourtant que nous croyions passé et surmonté,



Quelques données sur le Kenya, pays situé en Afrique de l'Est

- Population : 34 210 000 habitants
- Densité : 69 habitants/km²
- Indice de fécondité : 5 enfants/ femme
- Expérience de vie : 48 ans
- Population urbaine : 40 %

mais qui se révèle actuel et qui nous fait revivre, à tous, des souvenirs pénibles et atroces. Le Rwanda n'est jamais bien loin... Une fenêtre s'ouvre sur le passé et la personne vit comme si c'était aujourd'hui. Par exemple, le camion de déneigement devient un bruit inacceptable, l'heure du train devient un martyr, l'appétit se perd, les odeurs moribondes nous envahissent, voici ce qu'on appelle les reviviscences ...

Pourtant, nos enfants qui vivent l'enfer à Nairobi, sont des résidents permanents du Québec depuis des mois car ils ont leurs

certificats de sélection et leurs visas. Tous leurs documents sont détenus par l'Office international des migrations, chargé de faire voyager les immigrants. Que faire ? Ces traumatisés ne demandent qu'à être logés dans un lieu plus sécuritaire jusqu'à ce qu'ils puissent quitter Nairobi pour le Canada.

Dernièrement, des organismes populaires ont organisé une rencontre d'information sur la situation au Kenya. En ces moments durs, ces Sherbrookoïses venus de pays en guerre, ont besoin de parler et d'exprimer leur détresse et leur impuissance.



CONTINUEZ LA BELLE VIE

LES OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF DU QUÉBEC

BONI

1%

la première année
pour les nouveaux
fonds REER

- + Taux avantageux garantis pour 10 ans.
- + Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

**ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC** VOTRE
**REER
GARANTI
À 100%**

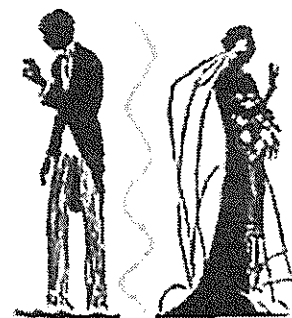
1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements
Québec

Le saviez-vous ? Le divorce est mauvais pour l'environnement

PAR ÉLÉNA LEWKOWITZ

Bien que la question ne nous ait jamais même traversé l'esprit, les chercheurs de l'Université d'État du Michigan ont démontré le côté néfaste du divorce. « Les conséquences ont des répercussions sur la consommation d'eau et d'énergie, et le fait d'utiliser plus d'espace se remarque partout », affirme Jianguo Jack Liu, spécialiste en développement durable.



Il est vrai que le fait de divorcer crée plus de foyers où les gens vivent moins nombreux. Dès lors, un réfrigérateur qui pourrait fonctionner pour cinq personnes ne fonctionne que pour une ou deux. La perte d'énergie est considérable : en 2005, aux États-Unis uniquement, le divorce des familles a entraîné l'utilisation de 73 milliards de kilowatts par heure en électricité et 627 milliards de gallons d'eau. Le tout aurait pu être économisé.

« Plus de divorces demande plus d'énergie. Cela crée un grand dilemme et nécessite plus de solutions créatives. Par exemple, les gouvernements dans l'ensemble du monde auraient besoin de commencer à tenir compte du divorce lorsqu'ils examinent les politiques environnementales », poursuit Liu. Le concept de mère ou de père célibataire qui se développe peut poser de graves problèmes, non réparables, à l'environnement. Il ne faut désormais plus penser qu'à son confort si l'on se dit écologiste.

Source : Le Collectif, Vol. XXXI, N° 08, 17 décembre 2007

Cliniques d'impôt : horaire 2008

Apportez vos formulaires.
C'est gratuit !

Jours	Dates	Priorités
Mercredi	5 mars	Sécurité du revenu
Judi	6 mars	Sécurité du revenu
Mercredi	12 mars	Personnes retraitées
Judi	13 mars	Personnes retraitées
Mercredi	19 mars	Néo-canadiens
Judi	20 mars	Néo-canadiens
Mercredi	26 mars	Tous (répondant aux barèmes)
Judi	27 mars	Tous (répondant aux barèmes)

Sous-sol de l'église Immaculée-Conception
1085, rue Adélar-Collette, Sherbrooke (coin McManamy)
Heures d'ouverture : 8 h 00 à 18 h 00

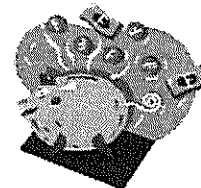
Information : 819 562-8656

Barèmes d'admissibilité

Revenu maximal de :

- 20 000 \$ pour une personne seule
- 26 000 \$ pour un couple
- 30 000 \$ pour une famille de 4 personnes
- 2 000 \$ par enfant additionnel
- Aucun revenu de location ou de travailleur autonome ne sera accepté
- Maximal de 1 000 \$ en revenus d'intérêt

Ce service est offert par des bénévoles formés par l'Agence de revenu du Canada et Revenu Québec
Clinique d'impôts - édition 2008
79, rue Wellington Nord, bureau 300
Sherbrooke (Québec) J1H 5A9 / Télécopieur : 819 563-5337



Les cotisations au RQAP augmenteront : Le programme d'assurance parentale du Québec est dans le rouge. Il y aurait un manque à gagner de 240 millions pour 2007. Cela se traduira par une augmentation des cotisations à partir du 1^{er} janvier 2008 pour les travailleurs et les travailleuses ainsi que pour les employeurs.

La Déroute, Hiver 2008, Vol. 9, n° 1

CHÔMAGE

L'indifférence ministérielle...

Monte Solberg
Ministre des Ressources humaines
et du Développement social

Monsieur le Ministre,

Le Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie (MCCE) se demande si vous avez volontairement décidé d'ignorer les préoccupations de la population sherbrookoise. Le 27 juin 2007, le maire de Sherbrooke, M. Jean Perrault, vous a demandé de mettre fin aux disparités de traitement dont sont victimes les résidents et les résidentes de Sherbrooke. Il joignait une résolution d'appui au MCCE adoptée par le conseil municipal le 18 juin 2007.

En octobre et novembre 2007, une trentaine d'organisations syndicales et populaires estriennes vous ont adressé une lettre exigeant que votre ministère mette fin à ces disparités de traitement à l'assurance-chômage selon notre lieu de résidence. De plus, vous devez avoir reçu au moins 12 000 cartes postales signées par des citoyens et des citoyennes de l'Estrie qui ont joint leur voix à la nôtre en répondant spontanément à notre appel.

Un ministre indifférent

Le MCCE ne peut comprendre pourquoi vous faites la sourde oreille à ce cri du coeur lancé unanimement par la population estrienne, les milieux syndicaux et populaires, les élus municipaux de Sherbrooke et les députés fédéraux de la région. Lorsque autant de gens s'indignent contre des mesures discriminatoires dans un régime public de protections sociales, on s'attend à une quelconque réaction du ministre responsable de ce dossier. Dans le présent cas, vous n'avez même pas répondu aux divers intervenants qui vous ont écrit, pas même un accusé de réception n'a été reçu de votre part.

Un ministre qui n'a pas le courage de le dire

Le MCCE dénonce votre silence et exige que vous répondiez à la population sherbrookoise. Nous vous rappelons que l'ensemble des personnes salariées paient le même taux de cotisation à l'assurance-chômage, peu importe leur lieu de résidence. Ces personnes doivent obtenir la même protection en situation de chômage. Si vous ne savez pas comment justifiez de telles disparités de traitement, ayez au moins le courage de le dire.

Ne croyez surtout pas, M. Solberg, qu'en faisant le mort, les gens de Sherbrooke oublieront que votre gouvernement les traite comme des citoyens et des citoyennes de seconde zone.

PAR DENIS POUDRIER • MCCE
15 janvier 2008

Le taux de chômage se dégonfle

Selon Statistique Canada, le taux de chômage au Québec a diminué de 0,1 % pour atteindre 6,9 %. Petit bémol à cet enthousiasme : la progression de l'emploi s'est surtout fait sentir dans des emplois à temps partiel en hébergement et restauration, en commerce et dans les services publics.

WOW ! De quoi s'enrichir et penser à sa retraite !

La Déroute, Illusion-Emploi, hiver 2008, Vol. 9, n° 1

À la défense des prestataires d'assurance-chômage en Estrie

**Rencontre publique d'information
chaque mercredi soir à 19 h**

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke Qc J1H 4Z4

www.lemcce.org «Actif depuis 1980» 819 566-5811

Pénurie de personnel et listes d'attente en santé

Le privé séduit mais ne règle rien

PAR SUZANNE LABBÉ • SOLIDARITÉ POPULAIRE ESTRIE

L'attente pour obtenir des soins ou des services est une préoccupation majeure, car chacun sait que des délais trop longs peuvent avoir de lourdes conséquences : détérioration de l'état de santé, souffrances et séquelles coûteuses.

Aux États-Unis, où le système est essentiellement privé, l'incapacité de payer est l'obstacle le plus fréquent à l'accès aux soins de santé où ce sont les listes d'attente qui posent souvent problème. Au Canada, où les services médicaux sont publics, les temps d'attente se retrouvent surtout dans les domaines de la chirurgie, de l'imagerie diagnostique et pour obtenir une consultation chez un spécialiste.

Des mythes à déboulonner

Au Québec, les tenants du secteur privé laissent miroiter que le développement d'un système parallèle de santé aura pour conséquence de réduire les listes d'attente dans le réseau public. Mais d'où viendront les médecins, les infirmières et les autres professionnels nécessaires aux activités de ces nouveaux établissements privés de santé ?

Imaginons un scénario où le développement d'établissements privés se fait en concurrence avec le réseau public. Que se passe-t-il alors ? Les professionnels sont attirés par des cliniques privées qui offrent des conditions plus avantageuses rendues possibles par la capacité de payer de leur clientèle et par le fait qu'ils ne prennent que des cas légers. Loin de réduire les listes d'attente, un tel scénario a pour effet d'aggraver les pénuries, de surcharger le personnel et au bout du compte, d'augmenter le temps d'attente pour les services.

Depuis l'adoption de la Loi 33, qui a fait suite au jugement dans l'affaire Chaoulli, les promoteurs privés tentent de développer toutes sortes de nouvelles approches. Par exemple, la clinique Optima et le docteur Jacques Chaoulli se sont proclamés courtiers de rendez-vous médicaux. Ce dernier veut développer un système paral-

lèle en utilisant une astuce (qui fait actuellement l'objet d'une enquête) pour contourner l'interdiction faite aux médecins de travailler à la fois dans les secteurs public et privé. La dernière trouvaille est l'entente que l'hôpital Sacré-Coeur a signée avec la clinique RocklandMD pour y sous-traiter des chirurgies d'un jour, ce qui coûtera plus cher en bout de ligne.



Perspectives CSN, déc. 2007

La CSN nous le rappelle : le loup est dans la bergerie.

Le privé séduit les infirmières

Autre tendance inquiétante, entre avril 2006 et mars 2007, 350 infirmières ont grossi les rangs du secteur privé, portant ses effectifs à 6000 professionnelles sur un total de 69 765 (un peu moins de 10 %). Ces infirmières se retrouvent surtout dans des agences de placement. Elles y vont parce qu'elles peuvent choisir leur

horaire et échapper aux contraintes de surcharge du secteur public, notamment à l'obligation de faire des heures supplémentaires. Résultat : des secteurs comme l'urgence, le bloc opératoire et celui des soins intensifs souffrent de pénurie de personnel encore plus importante.

Des solutions, y'en a

Une des solutions pour améliorer l'accès aux services de santé passe par l'organisation de cliniques spécialisées publiques pour y concentrer davantage certains services dont la demande croît. Montréal et Québec ont déjà mis sur pied, avec succès, de telles cliniques pour les chirurgies orthopédiques et de la cataracte.

Pour contrer les pénuries de main-d'œuvre, il faut former des personnes dans les domaines touchés. On doit mieux partager le travail entre les différentes professions. Il faut accélérer la formation des infirmières praticiennes et planifier leur intégration dans les établissements. Il faut convenir de règles assouplissant la reconnaissance des diplômes des médecins et des autres catégories de professionnels venant de l'étranger.

Il faut tenir compte de la conciliation famille-travail-étude dans l'organisation quotidienne du travail ainsi que des horaires. Il faut cesser de faire preuve de mépris envers des personnes salariées du secteur public en leur refusant la possibilité de négocier de bonne foi leurs conditions de travail. Au contraire, il faut mettre en place des conditions pour qu'ils demeurent au public.

	PIB santé	Depenses par habitant	Depenses publiques	Esperance de vie ¹
Suède	9,1 %	2918 \$	85 %	80,6 ans
Canada	9,8 %	3326 \$	70 %	80,2 ans
E.-U.	15,3 %	6401 \$	45 %	77,8 ans

Les systèmes de santé à forte composante de financement public sont les plus efficaces.

Tableau : Perspectives CSN, déc. 2007

Boom de postes d'ici 2014 : Les 15 établissements du réseau de la santé de la région de l'Estrie devront procéder à l'embauche de 7000 personnes au cours des sept prochaines années. Certes le personnel infirmier sera en grande demande, mais différents postes seront disponibles en réadaptation, en radiologie, en secrétariat, comme diététiste, commis, etc. Le départ à la retraite est un des facteurs contribuant à la pénurie de main-d'oeuvre.

La Déroute, Illusion-Emploi, hiver 2008, Vol. 9, n° 1

Café Belmont



1943, rue Belvédère Sud, Sherbrooke

Venez déguster de la cuisine maison

Notre équipe vous recevra dès 6 h 00

Tous les matins

7 jours sur 7, jusqu'à 15 h 00

Spécial « Déjeuner du Boss » à 3,55 \$

Du lundi au vendredi seulement

Spéciaux du midi

Livraison

Téléphone : 819 563-1111



BRONZAGE BELMONT

1947, rue Belvédère Sud, Sherbrooke

Téléphone : 819 340-3128

Venez essayer notre cabine debout,
avec ou sans rendez-vous.

Nos employées qualifiées se feront un plaisir
de vous conseiller.

Heures d'ouverture

Lundi au samedi : de 10 h 00 à 21 h 00

Dimanche : de 12 h 00 à 21 h 00

AU PLAISIR DE VOUS RENCONTRER !



NOUVEAU AU CENTRE-VILLE DE SHERBROOKE

Boutique de designer québécois, lingerie fine et dentelle
L'unique mod-Elle offre la confection sur mesure, des
réparations et retouches sur tous ses modèles.

Chantal et Sonya vous aideront à préparer votre St-Valentin.

291, rue Alexandre
Sherbrooke

Téléphone :
819 542-1124



Le Club Vidéo
1353, rue Belvédère Sud
Sherbrooke

Téléphone : 819 562-0009

Venez rencontrer la nouvelle équipe du Club.

On vous attend 7 jours sur 7 !

Vidéo Flash



1951, rue Belvédère Sud, Sherbrooke

Toute l'équipe de Vidéo Flash vous accueille avec bonne humeur
et courtoisie ! Sur présentation de cette publicité, obtenez deux
films pour le prix d'un, sur les nouveautés et les films réguliers.

Téléphone : 819 348-1555

Aucune autre promotion ne
peut-être jumelée à celle-ci.
Un coupon par client !

La réponse a dépassé les attentes

Plus d'un milliard d'arbres ont été plantés dans le monde en 2007, dépassant les objectifs fixés par l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour la reforestation de la planète qui doit contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique.

L'Éthiopie en tête

L'Éthiopie, avec 700 millions d'arbres plantés, et le Mexique avec 217 millions, arrivent largement en tête du classement des pays qui ont le plus contribué à l'opération, selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Les pays du tiers monde, premiers menacés des conséquences du réchauffement climatique dont ils sont les moins responsables, figurent en bonne position dans ce classement.

La Turquie arrive en 3^e position avec 150 millions d'arbres plantés, suivie du Kenya, avec 100 millions, de Cuba avec 96,5 millions et du Rwanda, avec 50 millions.



« J'ai planté un arbre au bout de mon champ, ce fut ma semaine... »
Gilles Vigneault

La campagne « Un milliard d'arbres pour la planète » a été lancée en novembre 2006, à l'initiative de la prix Nobel de la Paix 2004, la militante kényane de protection de l'Environnement, Wangari Maathai.

« Nous avons appelé à l'action il y a exactement un an et la réponse a dépassé nos rêves », s'est félicité Mme Maathai, en appelant à « continuer le travail pour la planète ».

Source : Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)

Clowns sans frontières

Clowns sans frontières (CSF) est une organisation humanitaire créée et animée par des artistes (clowns, jongleurs, musiciens, acrobates, amuseurs), dont l'objectif fondamental est l'amélioration des conditions de vie des enfants qui vivent des situations de crise, que ce soit les conflits armés, les désastres naturels, le désordre social ou autres, et ce, partout à travers le monde, et cela sans aucune distinction d'origine, de naissance, de race, de couleur, de sexe, d'opinion ou de religion.

CSF veut sensibiliser les Canadiennes et les Canadiens aux conditions de vie difficiles des populations à travers le monde et soulager les enfants pauvres et démunis d'ici.

Les artistes participant aux expéditions ont le devoir, à leur retour, de témoigner de ce qu'ils ont vu et vécu sur le terrain à travers, entre autres, des conférences. Ils sont les porteurs de la parole des enfants qu'ils ont rencontrés.

Finalement, CSF voit à la formation de jeunes artistes pour la promotion de spectacles de clowns et de variétés ; prépare et forme les artistes expéditionnaires à ce qu'ils vont vivre et rencontrer sur le terrain.

A l'international, Clowns sans frontières Canada contribue,

depuis 2002, à la formation de jeunes aux arts du cirque à Haïti. En moyenne, deux expéditions sont organisées par année à Haïti pour suivre la progression du groupe de jeunes Klouns TriboBabo.

Ainsi, deux expéditions vers l'Éthiopie furent organisées et d'autres du même type viendront dans la prochaine année.

Le Jour Nez

Le Jour Nez est (20 novembre) un événement annuel réalisé depuis 1999 sous l'égide de Clowns sans frontières où chaque personne, au pays, est encouragée à acheter, vendre et surtout porter fièrement un nez rouge pour faire rire les enfants. L'organisme souligne ainsi l'anniversaire de la Convention des Nations Unies relative aux droits des enfants en demandant à toute la population de porter le nez de la paix.

Source : Clowns sans frontières, 6316, de Normanville, Montréal (Québec) H2S 2B6, 514-495-1287 www.clownsf.com



En 2006-2007, une équipe de CSF s'est jointe à deux reprises à un groupe de chirurgiens de ROTAPLAST accompagnant les enfants se faisant opérer pour des becs de lièvres.



UNE CONTRIBUTION RESPONSABLE

AU PROFIT DE LA COLLECTIVITÉ

Avec 3,8 milliards de dollars de revenus, dont 1,391 milliard remis au gouvernement du Québec; avec des programmes pour prévenir le jeu excessif dans tous ses secteurs d'activité; avec des milliers de gagnants, des événements rassembleurs, des milliers d'emplois, des établissements de divertissement, d'hôtellerie et de restauration reconnus à l'échelle internationale; avec des innovations technologiques avant-gardistes, Loto-Québec est un acteur socio-économique de premier plan dans la collectivité québécoise.

Pour en savoir plus : lotoquebec.com
Région de Montréal : 514 499-5075
Ailleurs au Québec : 1 800 350-9033



Dernière parution de Naomi Klein

Une théorie creuse

PAR CLAUDE DOSTIE

En lisant les commentaires sur le dernier livre de Naomi Klein, on s'attend naturellement à, comment dire, un livre fondateur. L'historien Howard Zinn l'encense, le journaliste Seymour Hersh vanté son originalité ; même l'acteur Tim Robbins parle de son dernier, *The shock Doctrine*, comme d'une révélation. Or, plutôt que de nous offrir une analyse nouvelle du quasi centenaire combat entre les interventionnistes keynésiens et les libertaires à la Friedman, elle nous présente un chapelet d'anecdotes et de demi-vérités sur une douzaine de pays, dans le but plus ou moins avoué de prouver que le monde est aux mains d'économistes fous et surtout très méchants.

D'entrée de jeu, Klein nous présente péniblement son fil conducteur sur lequel elle fera la funambule pendant 500 pages : la doctrine choc du capitalisme serait, semble-t-il, à l'image d'une technique de la CIA pour dépersonnaliser des prisonniers ; les électrochocs d'une torture à Abu Ghraib font ainsi écho aux thérapies de choc proposées par le Fonds monétaire international (FMI) ou par des économistes de l'Université de Chicago.

Le néo-libéralisme sous forme de torture

L'analogie est certes très boiteuse mais, qu'importe, Klein en fait quand même la trame de fond de son argumentation. L'idée est d'autant plus attrayante que Milton Friedman*, démonisé à l'extrême par l'auteure, aurait jadis affirmé que seul un choc pouvait convaincre les gens des nombreux problèmes du keynésianisme**. Il n'en fallait pas plus pour que Klein passe du Chili à l'Irak, de New Orleans à Moscou, en passant par l'Indonésie et même le Canada, pour affirmer que le néo-libéralisme est une forme de torture.

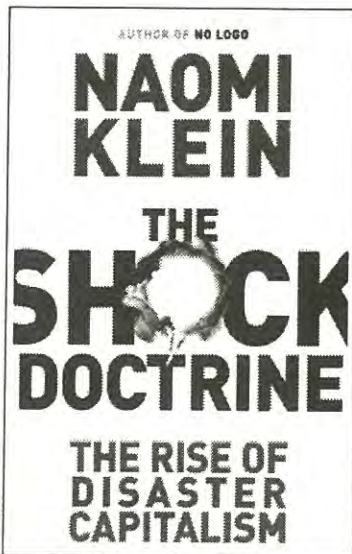
Qu'importe si Friedman n'a jamais appuyé dans leur répression Pinochet et les autres qui ont (en partie) appliqué ses doctrines économiques, il ne passe jamais par la tête de Klein que le libertarisme des Hayek et Friedman est sous-tendu par une

réelle aspiration démocratique. Parce que le pouvoir corrompt et que le keynésianisme implique nécessairement plus de pouvoir pour nos politiciens, il s'ensuit, selon eux, plus d'abus. On peut bien discuter de certaines faiblesses de la théorie, mais il est tout de même malhonnête d'accuser Friedman pour les dérives de la Russie, pour ne reprendre que cet exemple. Friedman a-t-il un jour proposé à des politiciens peu scrupuleux de vendre à rabais les bijoux de l'État aux amis du parti ? Est-il vraiment responsable du « capitalisme autoritaire » chinois ? Klein coupe les coins ronds, pour se convaincre elle-même peut-être.

Des populations « dépersonnalisées »

Dans son chapitre sur la Pologne (où l'économiste Jeffrey Sachs*** est le nouveau méchant), elle décrit une Pologne plongée dans la thérapie de choc alors qu'elle nous apprend quelques deux cents pages plus loin que les pressions populaires ont eu raison du programme de réformes économiques : un truc un peu embarrassant qui ne cadrerait pas vraiment dans son portrait de populations « dépersonnalisées » incapables de faire la différence entre un chameau et une Ferrari.

Il ne fait nul doute que l'auteure est ambitieuse dans sa volonté de décrire avec cohérence tous les abus de ce monde mais,



Le capitalisme au XXI^e...

à lire cette théorie tape-à-l'oeil, on se demande si elle n'est pas simplement malhonnête ou, pire, ignorante.

*Milton Friedman : économiste américain né en 1912 et décédé en 2006. Considéré comme l'un des économistes les plus influents du XX^e siècle, il est un ardent défenseur du libéralisme.

**Keynésianisme : de l'économiste britannique John Maynard Keynes. Doctrine qui favorise l'intervention active de l'État, au sein de l'économie, à certains moments, pour assurer le plein emploi.

***Jeffrey Sachs : économiste américain, consultant auprès des gouvernements d'Amérique latine, de l'Europe de l'Est, d'ex-Yougoslavie, d'ex-Union soviétique, d'Asie et d'Afrique. Actuellement consultant auprès du Secrétaire général de l'ONU, Ban-Ki-Moon.

KLEIN, Naomi. *The Shock Doctrine*. Knopf, Canada, 2007.

4 projets = 4 univers uniques

L'événement Carte blanche

PAR YANICK CÔTÉ • Agent aux Communications, Le Petit Théâtre de Sherbrooke

Après les succès de l'événement Carte blanche en 2006 et 2007, Le Petit Théâtre de Sherbrooke répète cette enrichissante expérience et offre à plusieurs créateurs de la région l'occasion de partager avec le public leurs démarches artistiques personnelles. Aucune contrainte de thème, de forme ou de public n'encadre leurs propositions. De véritables laboratoires créatifs sont ainsi offerts aux curieux et aux amateurs des arts de la scène sous toutes ses formes. La salle du Tremplin 16-30, situé au 95, rue Wellington Sud, accueille ces prestations étonnantes.

Carte blanche à...

Pascale C. Tremblay

Michel G. Côté

Le Collectif Sans sens sûr

Vendredi 18 avril 2008

LE PETIT THÉÂTRE DE SHERBROOKE

Musique en direct, décors numériques, personnages créatifs, bidules informatiques et objets hétéroclites s'unissent dans un projet où il fait bon se poser la question suivante : vidéo ou théâtre d'objets ? Est-ce la création d'un film en direct ou une performance insolite ? À vous de juger...

Marcelle Hudon - Vendredi 25 avril 2008

La proposition de Marcelle Hudon combine de multiples techniques dont les ombres, les projections vidéos et la musique nouvelle. *Les cinq points cardinaux* est une poésie visuelle et sonore qui aborde les thèmes des saisons et des rituels du quotidien.

Source : Bulletin d'informations janvier 2008

Le Club des Débrouillards

Le Club des débrouillards offre une formation pour les gens intéressés à devenir animateurs pour des ateliers à caractère scientifique auprès des jeunes de 4 à 12 ans.

La date limite d'inscription est le 18 février 2008 et la formation a lieu les 23 et 24 février 2008.

Des coûts d'inscriptions sont reliés à la formation.

Pour plus d'informations, contactez le Conseil du loisir scientifique de l'Estrie, au 819 565-5062 ou par courriel clse@csrs.qc.ca

Source : Frédéric Gaudreau
Adjoint à la promotion



ABONNEMENT

S'abonner, c'est se donner les moyens de mieux s'informer !

ENTRÉE LIBRE

Régulier : 15 \$ Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s)
adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____

Solidarité Populaire Estrie



187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 562-9547
solidari@aide-internet.org

Une coalition pour
une répartition équitable
de la richesse

Création en toute conscience



GRAPHIQ ILLUSTRATION

graphisme • image corporative • internet

www.graphiq.ca • (819) 563-8039